

Art. 6. Het opleidingsprofiel van mannelijk of vrouwelijk automonteur, vastgelegd door de Regering en opgenomen in bijlage 6 wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 39 van hetzelfde decreet.

Art. 7. Het opleidingsprofiel van mannelijk of vrouwelijk metaalbewerker-lasser, vastgelegd door de Regering en opgenomen in bijlage 7 wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 39 van hetzelfde decreet.

Art. 8. Het opleidingsprofiel van mannelijk of vrouwelijk bakker-banketbakker, vastgelegd door de Regering en opgenomen in bijlage 8 wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 39 van hetzelfde decreet.

Art. 9. Het opleidingsprofiel van verkoper-retoucheur/verkoopster-retoucheuse, vastgelegd door de Regering en opgenomen in bijlage 9 wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 39 van hetzelfde decreet.

Art. 10. Het opleidingsprofiel van, mannelijk of vrouwelijk beambte onthaal en toerisme, vastgelegd door de Regering en opgenomen in bijlage 10 wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 39 van hetzelfde decreet.

Art. 11. Het opleidingsprofiel van mannelijk of vrouwelijk commercieel medewerker, vastgelegd door de Regering en opgenomen in bijlage 11 wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 39 van hetzelfde decreet.

Art. 12. Het opleidingsprofiel van verkoper/verkoopster, vastgelegd door de Regering en opgenomen in bijlage 12 wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 39 van hetzelfde decreet.

Art. 13. Het opleidingsprofiel van opvoeder/opvoedster, vastgelegd door de Regering en opgenomen in bijlage 13 wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 39 van hetzelfde decreet.

Art. 14. Het opleidingsprofiel van animator/animatrice, vastgelegd door de Regering en opgenomen in bijlage 14 wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 39 van hetzelfde decreet.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking op de dag dat het verschijnt in het *Belgisch Staatsblad*.

Verkundigen dit decreet en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 19 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie
en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 157-1. — Amendementen in de commissie, nr. 157-2. — Verslag, nr. 157-3.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming. Zitting van 24 april 2001.



F. 2001 — 2309

[S - C - 2001/29330]

19 JUILLET 2001. — Décret relatif à l'organisation du premier degré de l'enseignement secondaire (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° année complémentaire : année qui prend en compte les besoins spécifiques de l'élève, notamment son rythme d'apprentissage personnel, et qui vise à lui permettre de combler les lacunes constatées, d'acquérir des stratégies d'apprentissage plus efficaces tout en continuant à développer les compétences pour lesquelles aucune lacune n'est constatée.

L'année complémentaire ne peut en aucun cas constituer un redoublement de l'année antérieure;

2° conseil de guidance : conseil présidé par le chef d'établissement, réunissant les membres du conseil de classe concerné et un représentant au moins de chacun des autres conseils de classe du premier degré. Le CPMS compétent peut, de plein droit, y participer.

Art. 2. Le Conseil de guidance se réunit au minimum trois fois par année scolaire, au début de l'année scolaire, avant le 15 janvier et au début du 3^e trimestre, afin d'établir, sur la base du rapport du Conseil de classe, pour chaque élève du premier degré, le rapport qui comprend l'état de maîtrise des socles de compétences, de diagnostiquer les difficultés spécifiques et, le cas échéant, de proposer les remédiations appropriées. Il informe régulièrement l'élève, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale de ses avis.

Lorsque les conclusions du Conseil de guidance du début de troisième trimestre montrent que l'élève rencontre de graves difficultés d'apprentissage, le président du Conseil de guidance ou son représentant invite l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale à un entretien portant sur les remédiations à envisager.

Art. 3. Le plan d'apprentissage de l'année complémentaire est déterminé individuellement pour chaque élève par le Conseil de guidance. Il est présenté à l'élève et à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale lors d'un entretien entre ceux-ci, le chef d'établissement ou son représentant et éventuellement un membre du CPMS avant le début de l'année complémentaire.

Le Conseil de guidance peut revoir et adapter régulièrement ce plan d'apprentissage en fonction de l'évolution de l'élève. Celui-ci et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en sont immédiatement informés.

Art. 4. Le Conseil de classe délivre à chaque élève ayant suivi la première année A de l'Enseignement secondaire, un rapport de compétences qui motive, le cas échéant :

- 1° soit le passage en deuxième année commune;
- 2° soit la décision d'orientation vers une année complémentaire.

La décision mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 2°, peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue au chapitre X du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. Dans ce cas, le conseil de recours ne peut remplacer cette décision que par l'autorisation du passage en deuxième année commune.

Art. 5. Le Conseil de classe délivre à chaque élève ayant suivi la deuxième année commune de l'Enseignement secondaire, un rapport de compétences qui motive, le cas échéant :

- 1° soit la délivrance d'une attestation de réussite du premier degré de l'Enseignement secondaire;
- 2° soit la décision d'orientation vers une année complémentaire s'il n'a accompli que deux années dans l'enseignement secondaire.

La décision mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 2°, peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue au chapitre X du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Art. 6. Sur proposition du Conseil de classe et avis favorable du Conseil de guidance, après avoir reçu l'avis du CPMS et moyennant l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, un élève inscrit dans l'année complémentaire prévue à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2°, peut être transféré vers la deuxième année commune avant le 15 janvier de l'année scolaire.

Dans ce cas, le Conseil de guidance détermine les modalités d'aide et de soutien pédagogique dont l'élève bénéficie durant l'année scolaire en cours.

Art. 7. Sur proposition du Conseil de classe et avis favorable du Conseil de guidance, après avoir reçu l'avis du CPMS et moyennant l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, un élève inscrit dans la deuxième année commune peut être transféré vers l'année complémentaire prévue à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2°, avant le 15 janvier de l'année scolaire.

Dans ce cas, le Conseil de guidance détermine les modalités d'aide et de soutien pédagogique dont l'élève bénéficie durant l'année scolaire en cours.

Art. 8. Le Conseil de classe délivre à chaque élève ayant suivi l'année complémentaire prévue à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2°, un rapport de compétences accompagné :

- 1° soit d'une attestation de fréquentation permettant le passage en deuxième année commune;
- 2° soit d'une attestation de réussite du premier degré de l'Enseignement secondaire.

La décision mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 1° peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue au chapitre X du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Le Conseil de classe délivre à chaque élève ayant suivi l'année complémentaire prévue à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2°, un rapport de compétences accompagné d'une attestation de réussite du premier degré de l'Enseignement secondaire.

Art. 9. L'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'Enseignement secondaire de plein exercice, tel que modifié par les décrets du 21 décembre 1992, du 22 décembre 1994, du 2 avril 1996 et du 25 juillet 1996 et complété par le décret du 24 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les transferts de périodes-professeurs attribuées au premier degré de type I ou aux deux premières années de l'Enseignement secondaire de type II vers les autres degrés sont interdits.

Toutefois, le Gouvernement peut autoriser un transfert de périodes-professeurs de 5 % maximum :

1° soit si le nombre d'élèves inscrits dans le premier degré au 1^{er} octobre de l'année scolaire est inférieur de 5 % minimum au nombre d'élèves du premier degré pris en considération pour fixer le nombre de périodes-professeurs conformément à l'article 22, § 1^{er};

2° soit si chacune des classes ne comporte pas plus de 24 élèves et si la remédiation est organisée au profit des élèves du 1^{er} degré conformément aux dispositions du présent décret. »

Art. 10. A l'article 73, 13°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les mots "la troisième année complémentaire du premier degré" sont remplacés par les mots "le parcours en trois ans du premier degré de l'Enseignement secondaire".

Art. 11. Dans l'article 80, § 1^{er}, du même décret, modifié par les décrets du 8 février 1999 et du 5 juillet 2000, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : "Toutefois, sauf circonstances exceptionnelles reconnues comme telles par le ministre, les établissements de la Communauté française ne sont pas tenus d'inscrire, au sein du premier degré comprenant la deuxième année commune, un élève issu d'un autre établissement d'enseignement secondaire qui :

1° soit est orienté vers une année complémentaire à la fin de la première année;

2° soit n'a pas terminé avec fruit la deuxième année commune. »

Art. 12. L'article 10, aliéna 1^{er}, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, abrogé par le décret du 27 octobre 1994 et rétabli par le décret du 13 juillet 1998, est complété comme suit :

« A condition que des activités à caractère socioculturel et pédagogique soient organisées pour les élèves concernés, les cours peuvent être suspendus durant cinq demi-journées supplémentaires pour permettre aux membres de l'équipe éducative du premier degré de participer à cinq demi-journées de concertation consacrée à la guidance et de suivre des formations centrées sur la pédagogie par compétences, l'évaluation formative, la pédagogie différenciée, les méthodes et les structures de soutien pédagogique et de remédiation. »

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001, à l'exception de l'article 9 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. - Projet de décret, n° 184-1. - Amendements de commission, n° 184. 2. Rapport, n° 184-3.

Comptes rendus intégraux. - Discussion. Séance du 16 juillet 2001. Adoption. Séance du 17 juillet 2001.

—
VERTALING

N. 2001 — 2309

[C — 2001/29330]

19 JULI 2001. — Decreet betreffende de organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. In dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° aanvullend jaar : jaar waarin rekening wordt gehouden met de specifieke behoeften van de leerling, met name zijn eigen leerritme, en dat hem in staat stelt de vastgestelde gebreken te verhelpen, betere leerstrategieën te verwerven en daarbij de vaardigheden waarin hij geen achterstand heeft, verder te ontplooiën.

Het aanvullend jaar mag in geen enkel geval een bisjaar zijn.

2° begeleidingsraad : raad die wordt voorgezeten door het inrichtingshoofd en is samengesteld uit de leden van de betrokken klassenraad en minstens een vertegenwoordiger van elke van de andere klassenraden van de eerste graad. Het bevoegde PMS-centra mag van rechtswege hieraan deelnemen.

Art. 2. De Begeleidingsraad vergadert minstens driemaal per schooljaar, bij de aanvang van het schooljaar, vóór 15 januari en bij de aanvang van het derde trimester, teneinde, op grond van het verslag van de Klassenraad, voor iedere leerling van de eerste graad, het rapport op te maken waarin staat hoe goed de eindtermen beheerst worden, welke de specifieke moeilijkheden zijn en, desgevallend, welke oplossingen geschikt zijn. Hij brengt de leerling, diens ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent regelmatig op de hoogte van zijn adviezen.

Wanneer de conclusies van de Begeleidingsraad bij de aanvang van het derde trimester erop wijzen dat de leerling ernstige leerproblemen heeft, nodigt de voorzitter van de Begeleidingsraad of diens vertegenwoordiger de leerling en diens ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent uit voor een gesprek over de oplossingen die zich aanbieden.

Art. 3. Het leerschema van het aanvullend jaar wordt voor iedere leerling individueel door de Begeleidingsraad vastgelegd. Het wordt aan de leerling en diens ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent voorgelegd tijdens een gesprek tussen deze personen, het inrichtingshoofd of zijn vertegenwoordiger en eventueel een lid van het PMS-centrum vóór de start van het aanvullend jaar.

De Begeleidingsraad kan dit leerschema regelmatig herzien en bijwerken aan de hand van de evolutie van de leerling. Laatstgenoemde en diens ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, worden hiervan onmiddellijk op de hoogte gebracht.

Art. 4. De Klassenraad overhandigt aan iedere leerling die het eerste jaar A van het secundair onderwijs heeft gevolgd een rapport met daarop de vaardigheden dat, in voorkomend geval :

1° hetzij de overgang naar het tweede gemeenschappelijk jaar motiveert;

2° hetzij de beslissing motiveert om een aanvullend jaar te doen.

Tegen de in het eerste lid, 2°, bedoelde beslissing kan beroep worden aangetekend volgens de procedure die is voorzien in hoofdstuk X van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. In dit geval kan de beroepsraad deze beslissing enkel vervangen door de toelating om over te gaan naar het gemeenschappelijk tweede jaar.

Art. 5. De Klassenraad overhandigt aan iedere leerling die het tweede gemeenschappelijk jaar van het secundair onderwijs heeft gevolgd een rapport met daarop de vaardigheden dat, in voorkomend geval :

1° hetzij de afgifte motiveert van een getuigschrift dat stelt dat de eerste graad van het secundair onderwijs met vrucht is beëindigd;

2° hetzij de beslissing motiveert dat een aanvullend jaar moet worden gedaan als hij slechts twee jaren in het secundair onderwijs heeft afgelegd.

Tegen de in het eerste lid, 2°, bedoelde beslissing kan beroep worden aangetekend volgens de procedure die is voorzien in hoofdstuk X van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Art. 6. Een leerling die is ingeschreven in het aanvullend jaar, zoals bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2°, kan, op voordracht van de Klassenraad en na gunstig advies van de Begeleidingsraad en na advies van het PMS-centrum en mits het akkoord van de ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, overgaan naar het tweede gemeenschappelijk jaar vóór 15 januari van het schooljaar.

In dit geval bepaalt de Begeleidingsraad de wijzen van de pedagogische bijstand en ondersteuning die de leerling krijgt tijdens het lopend schooljaar.

Art. 7. Een leerling die is ingeschreven in het tweede gemeenschappelijk jaar kan, op voordracht van de Klassenraad en na gunstig advies van de Begeleidingsraad en na advies van het PMS-centrum en mits het akkoord van de ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, vóór 15 januari van het schooljaar overgaan naar het aanvullend jaar, zoals bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2°.

In dit geval bepaalt de Begeleidingsraad de wijzen van de pedagogische bijstand en ondersteuning die de leerling krijgt tijdens het lopend schooljaar.

Art. 8. De Klassenraad overhandigt aan iedere leerling die het in artikel 4, eerste lid, 2°, bedoeld aanvullend jaar heeft gevolgd een vaardighedenrapport vergezeld van :

1° hetzij een schoolzoekattest dat toegang verleent tot het tweede gemeenschappelijk jaar;

2° hetzij een getuigschrift waarin vermeld staat dat de eerste graad van het secundair onderwijs met vrucht is beëindigd.

Tegen de in het eerste lid, 1°, bedoelde beslissing kan beroep worden aangetekend volgens de procedure die is voorzien in hoofdstuk X van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

De Klassenraad overhandigt aan iedere leerling die het in artikel 5, eerste lid, 2°, bedoeld aanvullend jaar heeft gevolgd een vaardighedenrapport vergezeld van een getuigschrift waarin vermeld staat dat de eerste graad van het secundair onderwijs met vrucht is beëindigd.

Art. 9. Artikel 20, § 1, eerste lid, van het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals gewijzigd door de decreten van 21 december 1992, 22 december 1994, 2 april 1996 en 25 juli 1996 en aangevuld door het decreet van 24 juli 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De overdrachten van lestijden/leraar toegekend aan de eerste graad van het type I of aan de eerste twee jaren van het secundair onderwijs van type II naar de andere graden zijn verboden.

De Regering kan evenwel een overdracht van maximum 5 % lestijden/leraar toestaan :

1° ofwel als het aantal leerlingen in de eerste graad ingeschreven op 1 oktober van het schooljaar minstens 5 % lager ligt dan het aantal leerlingen van de eerste graad dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het aantal leraren-lestijden overeenkomstig artikel 22, § 1;

2° ofwel als elkeen van de klassen niet meer dan 24 leerlingen telt en als een oplossing wordt gezocht voor de leerlingen van de eerste graad overeenkomstig de bepalingen van dit decreet. »

Art. 10. In artikel 73, 13°, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren worden de woorden " het 3° aanvullend jaar aan de eerste graad te organiseren van het secundair onderwijs. " vervangen door de woorden "de drie jaar durende eerste graad van het secundair onderwijs te organiseren".

Art. 11. In artikel 80, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd door de decreten van 8 februari 1999 en van 5 juli 2000, wordt het volgend lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid : "De inrichtingen van de Franse Gemeenschap zijn evenwel, in uitzonderlijke omstandigheden alsdusdanig erkend door de minister, niet verplicht een leerling van een andere secundaire onderwijsinstelling in te schrijven in de eerste graad met het tweede gemeenschappelijk jaar die :

1° ofwel na het eerste jaar georiënteerd wordt naar een aanvullend jaar;

2° ofwel het tweede gemeenschappelijk jaar niet met vrucht heeft beëindigd. »

Art. 12. Artikel 10, eerste lid, van de wet van 19 juli betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, opgeheven door het decreet van 27 oktober 1994 en hersteld bij decreet van 13 juli 1998, wordt als volgt aangevuld :

« De lessen kunnen gedurende vijf aanvullende halve dagen geschorst worden zodat de leden van het opvoedkundig team van de eerste graad vijf halve dagen kunnen deelnemen aan het overleg dat is gewijd aan de begeleiding en opvolging van de opleidingen die zijn afgestemd op de pedagogie per vaardigheden, de formatieve evaluatie, de gedifferentieerde pedagogie, de methoden en structuren voor pedagogische ondersteuning en bijstand, op voorwaarde dat er sociaal-culturele en pedagogische activiteiten georganiseerd worden voor de betrokken leerlingen. »

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2001, met uitzondering van artikel 9 dat in werking treedt op 1 september 2002.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 19 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Documenten van de Raad - Ontwerpdecreet, nr. 184-1 - Amendementen in de commissie, nr. 184-2 - Verslag, nr. 184-3
Integrale verslagen - Bespreking. Zitting van 16 juli 2001. - Goedkeuring. Zitting van 17 juli 2001.*

F. 2001 — 2310

[S - C - 2001/29325]

19 JUILLET 2001. — Décret relatif à l'enseignement secondaire en alternance (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit*

Article 1^{er}. Dans l'intitulé du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, les mots "enseignement à horaire réduit" sont remplacés par les mots "enseignement secondaire en alternance".

Art. 2. L'intitulé du chapitre I^{er} du même décret est remplacé par la disposition suivante : "Chapitre I^{er}. — Structures".

Art. 3. L'article 1^{er} du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Le présent décret a pour objet l'enseignement secondaire en alternance. »

Art. 4. L'article 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. L'enseignement secondaire en alternance est organisé dans des Centres d'éducation et de formation en alternance.

Un Centre d'éducation et de formation en alternance est une structure commune à plusieurs établissements d'enseignement secondaire de plein exercice organisant, au deuxième degré et au troisième degré, l'enseignement technique de qualification ou l'enseignement professionnel et qui vise à permettre à ces établissements d'organiser l'enseignement secondaire en alternance. Toutefois, un Centre d'éducation et de formation en alternance peut ne comprendre qu'un seul établissement. »

Art. 5. Un article 2*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 2*bis*. § 1^{er}. L'enseignement secondaire en alternance comprend :

1° un enseignement organisé conformément à l'article 49 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

2° un enseignement débouchant sur la délivrance d'un certificat de qualification spécifique sanctionnant des études dont le niveau est fixé en référence aux profils de formation visés à l'article 45 du même décret et assurant une formation générale et humaniste.

§ 2. En cas d'urgence, le ministre peut autoriser l'organisation d'une formation qui ne correspond pas à un profil de formation visé à l'article 45 du même décret. Cette formation est sanctionnée par une attestation de compétences professionnelles conformément à l'article 10.

Les compétences à atteindre par la formation visée à l'alinéa 1^{er} sont immédiatement communiquées à la Commission communautaire des Professions et des Qualifications créée par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire. Si celle-ci estime cette formation utile, elle en réalise un profil de formation spécifique qui est proposé au Gouvernement conformément aux procédures applicables aux profils spécifiques. Si le profil est approuvé, un certificat de qualification remplace l'attestation de compétences professionnelles visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Pour les élèves qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire, la formation visée au § 1^{er}, peut ne viser que la formation qualifiante. Dans ce cas, seul le certificat de qualification peut leur être délivré.

§ 4. Pour les élèves soumis à l'obligation scolaire et pour les élèves majeurs exclus en application de la procédure prévue par le décret du 5 juillet 2000, la formation visée au § 1^{er} peut être précédée d'un module de formation individualisé qui comprend, notamment, l'élaboration du projet de vie, l'orientation vers un métier, l'éducation aux